

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 7 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SUEZ Recyclage et Valorisation Sud-Ouest**

20 avenue Gusrave Eiffel  
33607 Pessac

Références : 2023 - 441  
Code AIOT : 0006804289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement SUEZ Recyclage et Valorisation Sud-Ouest implanté Lieu-dit La Ménude 9/11 rue François Arago 31830 Plaisance-du-Touch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ Recyclage et Valorisation Sud-Ouest
- Lieu-dit La Ménude 9/11 rue François Arago 31830 Plaisance-du-Touch
- Code AIOT : 0006804289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SUEZ RV Sud-ouest à Plaisance est un centre de tri et de transfert de déchets qui a bénéficié pour ses installations :

- d'un arrêté préfectoral d'autorisation initial, le 16/01/06, autorisant la société SURCA à exploiter un centre de valorisation de déchets industriels banals à Plaisance du Touch ;
- d'un récépissé de changement d'exploitant le 19/04/07 pour la société SITA Sud-Ouest ;
- d'une lettre préfectorale le 5 mars 2009 accordant le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2711-2 ;
- d'un arrêté préfectoral complémentaire le 22/01/15 suite à l'actualisation des rubriques ICPE et à la demande de modification des conditions d'exploitation concernant l'adaptation de la chaîne de tri-valorisation du papier ;
- d'un arrêté préfectoral de mesures d'urgence le 17 juillet 2020 suite à un incendie sur site le 13 juillet 2020 ;
- d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif au redémarrage partiel des activités le 13 novembre 2020 ;

- d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif au redémarrage total des activités le 10 septembre 2021.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 et 2791 et du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2710-2, 2714 et 2716.

A ce titre, les prescriptions applicables au site sont également celles des arrêtés ministériels du 26 mars 2012 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 et du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714 ou 2716.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Le registre des déchets sortants ;
- Les rejets aqueux ;
- La sécurité incendie ;
- La formation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
5	MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/
12	REGISTRE : DESTINATION DU DÉCHETS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 2.3.2	/
2	VLE POUR LES REJETS DANS LE MILIEU NATUREL	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/
3	SECURITE : MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 4.2	/
4	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	/
6	VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	/
7	FORMATION	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	/
8	REGISTRE : PRÉSENCE REGISTRE DÉCHETS SORTANTS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/
9	REGISTRE : DATE SORTIE DÉCHETS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/
10	REGISTRE : DÉNOMINATION DÉCHETS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/
11	REGISTRE : GESTION ET TRANSPORT	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté deux faits susceptibles de suites relatifs à des erreurs de saisie dans le registre des déchets sortants du site et à des non-conformités observées sur les RIA. Il s'agit de constats pour lesquels des justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, INSTALLATIONS DE TRAITEMENT
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de deux séparateurs à hydrocarbures (SH) mis en place au niveau : <ul style="list-style-type: none"><li>- du réseau de collecte des eaux issues de l'air de lavage avant renvoi vers le réseau d'eaux usées communal ;</li><li>- du réseau de collecte des eaux pluviales avant renvoi vers le bassin de la ZAC.</li></ul> <p>Pour ce qui est des eaux issues des toitures et des eaux dans le bâtiment de tri, elles sont envoyées vers le bassin de la ZAC sans traitement préalable.</p> <p>Les SH ont fait l'objet d'un curage le 21/02/23. Le Bordereau de Suivi des Déchets a été présenté à l'inspection lors de la visite. L'entretien de ces équipements est programmé tous les quatre mois.</p> <p>Un outil interne permet de consigner tous les justificatifs d'entretien et résultats d'analyses en lien avec ces installations de traitement. Il permet également de planifier les différents jalons réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : VLE POUR LES REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE POUR LES REJETS DANS LE MILIEU NATUREL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. 1A - Matières en suspension totales (MEST) Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) *flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l *flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l  1B - DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) *flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l *flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l  2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) *Hydrocarbures totaux (Code SANDRE : 7009) : 10 mg/l (...)
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales font l'objet d'une analyse chaque année. En juin 2022, le prélèvement réalisé a montré un dépassement pour les Matières En Suspension (108 mg/l).  Le séparateur à hydrocarbures a été changé en octobre 2022 et une contre-analyse a été effectuée en novembre 2022.  Les résultats de novembre sont conformes aux seuils réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : SECURITE : MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SECURITE : MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 6.5.2. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2006, modifié et complété le 22 janvier 2015, sont modifiées comme suit : Les 4° et 5° alinéas remplacés par : « En complément des deux bornes incendie publiques (poteaux d'incendie normalisés NF S 61 273, situés à moins de 100 m de l'entrée du site), l'établissement dispose de deux réserves d'eau de 120 m³ chacune. L'ensemble des bornes incendie et réserves sont capables de fournir 240 m³/h d'eau utilisable pendant 2 heures. ».
<b>Constats :</b> Les deux poteaux incendie situés à moins de 100 m de l'installation sur la voie publique (rue Louis Arago) ont fait l'objet d'un contrôle de débit en simultané en novembre 2022. Les résultats indiquent des débits à 65 et 100 m³/h pour une pression à un bar.  Les deux réserves d'eau ont été observées lors de la visite du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> Les installations électriques du site font l'objet d'une vérification annuelle. Le dernier contrôle date du 23 février 2023. Le rapport correspondant indique que des non-conformités ont été identifiées. Une facture a été envoyée à l'inspection a posteriori de la visite pour justifier de la remise en conformité des équipements électriques visées dans le rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose d'environ 35 extincteurs. Ils ont été vérifiés le 8 août 2022. Le rapport de vérification a été présenté. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>Concernant les RIA, ils ont été contrôlés le 30 mai 2022. Le rapport indique que les diffuseurs sont hors service. Après des échanges avec l'exploitant a posteriori de la visite, il semblerait que les diffuseurs aient été considérés comme fonctionnels mais fuyants à l'arrêt par l'organisme de contrôle.</p> <p>L'exploitant précise que tous les RIA sont en eau depuis la fin de l'hiver et qu'il n'y a aucune fuite apparente : des tests incendie ont été réalisés sans problème apparent. La société de contrôle doit revenir sur site pour contrôler à nouveau les RIA.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir ce nouveau rapport suite au passage de la société de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – 1 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Concernant les trappes de désenfumage, elles représentent 7 à 8 % de la surface de la toiture. Elles ont fait l'objet d'un contrôle le 27 février 2022. Deux non conformités ont été relevées. Les travaux de mise en conformité ont été effectués le 16/02/2023. Le bon d'intervention pour solder ces non-conformités a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : FORMATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FORMATION
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.  L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :  — les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :  — le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;  — la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;  — la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;  — les déchets et les filières de gestion des déchets ;  — les moyens de protection et de prévention ;  — les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;  — les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.  La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<p><b>Constats :</b> Les formations dispensées au personnel sont consignées dans l'outil interne de gestion de l'exploitant.  Un large choix de formations est proposé aux employés. Certains agents du site ont reçu une formation en lien avec la connaissance des déchets et les filières de gestion de ces déchets.  Un quart d'heure sécurité est organisé tous les matins.  Une fois par semaine, la responsable du site anime également un quart d'heure prévention qui porte sur les affichages, les modes opératoires, le risque incendie etc. Un exercice incendie a été réalisé le 24/03/2023 à cette occasion.  Une fois par mois, une visite managériale est prévue.  Pour ce qui est des gestes et postures, un ostéopathe est venu sur le site le 18 avril 2023 pour sensibiliser les agents à cette thématique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Registre : présence registre déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Un extrait du registre de sortie des déchets non dangereux a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite.  L'exploitant tient bien à jour un registre des déchets sortants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Registre : date sortie déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
<b>Constats :</b> La date d'expédition des déchets est bien répertoriée dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Registre : dénomination déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<b>Constats :</b> Le registre contient toutes les informations mentionnées dans l'article susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Registre : gestion et transport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
<b>Constats :</b> Toutes les informations mentionnées dans l'article susvisé sont présentes dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Registre : destination du déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le n° SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> Pour ce qui est des informations mentionnées dans l'article susvisé, les données relatives à l'établissement vers lequel les déchets sont expédiés ne sont pas toujours bien renseignées. Certaines lignes mentionnent SUEZ RV TRADING FRANCE à Paris La Défense comme exutoire. L'inspection demande à l'exploitant de renseigner correctement ces informations et de transmettre une version mise à jour du registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – 1 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet